

Communiqué de presse

Conseil de Conservation du Nouveau-Brunswick / IMPACT

Le plan forestier d'Alward doit céder, dit les groupes de transparence et de conservation Fredericton – A la suite des nouvelles catastrophiques pour les forêts et populations du Nouveau-Brunswick révélées la semaine dernière par le gouvernement Alward, le Conseil de Conservation du Nouveau-Brunswick s'associe avec d'autres organisations à travers les maritimes pour exiger la fin des concessions secrètes de nos ressources forestières.

"Le gouvernement Alward affirme que son nouveau plan forestier est axé sur l'emploi et plus de personnes sur le terrain mais il ne l'est pas. Il est plutôt destiné à remplir les poches de J.D. Irving en leur donnant accès à ce qu'il reste de nos forêts. Il n'y a aucune garantie que J.D. Irving créera le nombre d'emplois qu'il affirme qu'il va créer en échange d'un accès garanti au bois des terres de la Couronne," dit Tracy Glynn, directrice de la campagne Forêt au Conseil de Conservation du Nouveau-Brunswick.

Donald Browser est un expert sur la transparence et la responsabilité dans le secteur des industries extractives. Il a travaillé récemment au sud du Soudan et en Afghanistan. Browser est revenu dans son Nouveau-Brunswick et a découvert que sa province natale est en fait plus secrète en termes de marchés des ressources extractives que certains endroits dans les pays en développement connus pour leur corruption.

"C'est une grande concession de nos ressources forestières juste avant les élections. Avec la vente des terres forestières de la Couronne et la réduction des redevances sur le pétrole et le gaz de schiste, le gouvernement du Nouveau-Brunswick est en fait en train de fermer la porte à toute possibilité de viabilité économique au Nouveau-Brunswick," dit Browser, Président de Integrity Management, Promoting Transparency and Accountability.

Browser a également remarqué que "sans la transparence de ses industries extractives, le Nouveau-Brunswick se rend moins responsable que l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan ou le Nigéria, et se situe au-delà des nouvelles normes internationales pour la déclaration obligatoire de tous les paiements en termes de pétrole/gaz, mines et foresterie. Comment pouvons-nous construire une économie de calibre mondial sans même répondre aux standards minimums dans le secteur des industries extractives?"

Le plan forestier d'affilée promet de donner 20% en plus de bois provenant des terres publiques du Nouveau-Brunswick. "Le plan contient de vagues discussions à propos de l'augmentation de l'approvisionnement en bois provenant de pentes raides, aires rocheuses et sites à faible volume de récolte. Des zones qui par le passé ont été gérées pour procurer un habitat à la faune vont être coupées à blanc. Nos scientifiques disent que l'on constatera un déclin de la faune si ce plan forestier est implémenté," dit Glynn.

"Je crains que gouvernement Alward ne soit en train de signer un contrat où nous serons forcés de livrer le bois ou de payer des compensations à l'industrie pour avoir cassé le

contrat. Gérer l'exploitation en ne tenant compte que des intérêts de J.D. Irving pour le bois va nous mener au désastre. Qu'en est-il des bons emplois que nous perdons en n'investissant pas dans des produits forestiers à valeur ajoutée, éco-tourisme, récréation et autres options plus durables pour notre forêt et nos travailleurs,” soutient Glynn.